

# LA GAUCHE EN FRANCE DEPUIS 1945

Introduction.....	2
I – La gauche sous la IVe République.....	2
a) Le Parti Communiste Français, premier parti mais perpétuel opposant.....	2
b) La gauche non communiste entre participation au pouvoir et opposition.....	4
II – De l'opposition à la Ve République à la prise du pouvoir.....	5
a) La gauche éclatée face au nouveau pouvoir.....	5
b) Reconstruction et unité.....	6
III – La gauche après la victoire.....	8
a) Virement idéologique au Parti Socialiste : du volontarisme politique au réalisme économique	8
b) Des années 80 à nos jours : une recomposition de la gauche.....	8
Conclusion.....	10
Bibliographie.....	10

## Introduction

Depuis plus de deux siècles, la notion de gauche est un élément déterminant de notre vie politique. Mais qu'est ce que la gauche ? La division de la classe politique française en deux camps antagonistes date des premiers mois de la Révolution française. Dans l'assemblée autoproclamée nationale puis constituante, les partisans du veto royal se placèrent à droite quand leurs adversaires se retrouvaient à gauche.

Au XIXe siècle, la gauche regroupe les partisans de la république, et devient porteuse d'un message de progrès social. A mesure que le régime républicain s'impose, le seul fait d'être républicain ne place pas à gauche. Au début du XXe siècle, la gauche est divisée principalement en deux courants, les radicaux et les socialistes. Le premier est plus gestionnaire, quand le second est plus révolutionnaire. Les deux se retrouvent tout de même dans leur anticléricalisme. Le Parti Communiste qui naît en 1920 bouscule le paysage en s'affirmant plus révolutionnaire que les socialistes.

Avant 1945, la gauche est rarement unie et ses passages au pouvoir sont souvent brefs. Même le gouvernement de Front Populaire qu'on retient pour ses importantes réformes sociales n'est en place que quelques mois. Hormis pour les radicaux, le pouvoir est d'ailleurs une source de remords pour les hommes de gauche. En participant au pouvoir dans un régime capitaliste, ne renie-t-on pas la révolution ?

1945 est un tournant important pour la politique française. La Libération met fin à l'expérience de Vichy, le personnel politique est profondément renouvelé, consacre les communistes et le général De Gaulle, condamne la droite au silence et achève un régime en place depuis soixante-dix ans.

Depuis la fin de la guerre, plus de soixante ans se sont écoulés, deux constitutions se sont succédées. La vie politique a profondément changé, que ce soit dans son personnel, dans ses moyens d'expressions, ou encore dans ses partis. La gauche a suivi, avec plus ou moins de difficulté, ces évolutions. C'est en étudiant avec attention les changements tactiques, idéologiques des hommes de gauche et de leurs partis qu'on pourra appréhender la situation actuelle.

Pour mener cette réflexion, il faut d'abord observer le comportement de la gauche sous la IVe République. Ensuite, l'histoire de la gauche sous la Ve République peut s'étudier en deux phases, une période d'opposition et d'adaptation au régime, jusqu'en 1981, puis un tournant avec le retour de la gauche au pouvoir et les vingt ans qui suivent.

## I – La gauche sous la IVe République

### *a) Le Parti Communiste Français, premier parti mais perpétuel opposant*

Avant la Seconde Guerre Mondiale, le PCF refuse toujours de participer à l'exercice du pouvoir. S'il soutient le gouvernement de Front Populaire de Léon Blum, c'est effectivement sans y compter de ministre.

Dès 1944, il change d'attitude. Le gouvernement dirigé par le Général De Gaulle à Alger inclus deux communistes à partir d'avril 1944. Leur comportement fait alors du PCF un parti de gouvernement.

Auréolé de son rôle dans la Résistance et de la puissance que l'Armée Rouge a mise au service de la victoire sur l'Allemagne, le PCF sort grandi de la guerre. Dès les premières consultations électorales, il arrive en tête. A l'élection de l'Assemblée Constituante le 21 octobre 1945, plus d'un français sur quatre lui a

apporté sa voix. Et s'il est doublé par le MRP le 2 juin 1946 pour la seconde Constituante, il reprend sa première place lors de la première élection législative de la IV<sup>e</sup> République le 10 novembre suivant. Jean Touchard estime que le Parti compte alors quelques 800 000 membres (il en revendique 1 000 000). La Guerre Froide n'est pas encore commencée et il ne semble pas complètement inimaginable qu'un communiste soit un jour Président du Conseil.

Ces trois assemblées sont littéralement dominées par trois partis, le PCF, la SFIO et le MRP. Pendant la rédaction de la Constitution et les premiers mois de la nouvelle république, les trois s'entendent pour diriger le pays. C'est le temps du tripartisme, le PCF est un parti de gouvernement.

Mais sur de nombreuses questions, communistes et MRP ne peuvent admettre la même solution. C'est notamment le cas des questions économiques et sociales. De plus, la Guerre Froide commence à peser. Churchill a lancé les mots « rideau de fer », Truman parle d'endiguement et le Plan Marshall est sur les rails.

Le 5 mai 1945, Président du Conseil, le socialiste Paul Ramadier, congédie les ministres communistes. Sur le moment, on n'est sans doute pas conscient de l'importance de cette rupture, mais aucun gouvernement français ne comptera plus de ministres communistes avant 1981.

C'est quelques mois plus tard que le fossé s'affirme vraiment pour les communistes. En septembre 1947, la Pologne accueille la conférence constitutive du Kominform, la nouvelle version de l'Internationale Communiste. Les communistes français s'y font sévèrement réprimander. Jdanov, reproche au PCF son « crétinisme parlementaire ». L'heure n'est plus à la participation au gouvernement, mais bien à l'opposition aux politiques atlantistes.

Soumis au Kominform, le PCF devient ainsi un fidèle soutien à l'URSS. En 1952, le communiste Jacques Duclos écrit dans *Les cahiers du communisme* que la défense de l'URSS doit être pour un communiste « sans réserves » et « sans conditions ». Il ajoute que « le monde est partagé en deux camps : le camp de la guerre avec à sa tête l'impérialisme américain, le camp de la paix avec à sa tête l'Union Soviétique ». Dans le même article, il cite Maurice Thorez, leader du PCF : « De tout notre coeur, nous proclamons notre amour ardent pour Staline et nous l'assurons de notre confiance inébranlable ».

Le fossé entre le PCF et le reste de la gauche semble difficile à combler tant que les communistes français persistent dans leur soutien aveugle au régime soviétique. Il suffit d'écouter Guy Mollet, secrétaire général de la SFIO, affirmer lors de la campagne électorale de 1955, « les communistes ne sont ni de gauche ni de droite, ils sont de l'Est ».

Si l'opposition systématique du PCF l'empêche de participer aux gouvernements successifs, même dirigés par des socialistes, leur influence politique est quand même primordiale. Sous la IV<sup>e</sup> République, il est en tête à chaque élection législative, conservant imperturbablement le soutien d'un quart de l'électorat français.

Ils contrôlent de nombreuses villes, notamment dans la banlieue parisienne (c'est la « ceinture rouge »). Ils ont aussi la mainmise sur la CGT, premier syndicat français, depuis la Libération. Ainsi, ils peuvent maintenir une pression sociale sur les gouvernants. De nombreuses associations sont également très proche du PCF. Ainsi, le PCF s'appuie sur un ensemble qui constitue presque une société parallèle avec ses réseaux et ses solidarités propres.

Enfin d'importantes figures intellectuelles, élites culturelles, philosophiques, universitaires, et même journalistiques soutiennent le PCF. C'est par exemple le cas d'Aragon qui écrit *Les communistes* entre 1948 et 1951, de Merleau-Ponty dans *Humanisme et terreur* en 1947, ou de Sartre avec certains de ces articles dans *Les Temps Modernes*... La presse communiste n'hésite pas à attaquer violemment les livres ou articles anticommunistes. Dans cette pression, peu d'intellectuels osent s'afficher vraiment et complètement anticommunistes.

## ***b) La gauche non communiste entre participation au pouvoir et opposition***

A la Libération, les partis qui formaient la gauche non communiste avant la guerre existent toujours. Mais la situation du parti radical est loin d'être aussi bonne que celle du parti socialiste SFIO.

Dans l'esprit des Français, le parti radical porte le poids des dérives de la III<sup>e</sup> République, de l'incapacité à éviter la guerre. Lors du référendum d'octobre 1945, il est le seul parti à prôner le maintien de la III<sup>e</sup> République. Son échec est cinglant : moins de 4% des électeurs le suivent. Face au tripartisme qui s'installe, les radicaux optent pour l'opposition. Ils font campagne contre les deux projets de Constitution, se rapprochant ainsi un peu des gaullistes. Mais ils se rallient rapidement au nouveau régime, et c'est un radical, Edouard Herriot qui devient Président de la première Assemblée Nationale. Avec la rupture du tripartisme et le départ des communistes, les radicaux peuvent se rapprocher du gouvernement. D'autant plus qu'ils sont nécessaires à Paul Ramadier s'il veut s'appuyer sur une majorité parlementaire. C'est la période de la Troisième Force, gouvernements SFIO-MRP-Radicaux. Le parti occupe alors une place centrale dans les gouvernements successifs et bien qu'il ne soit jamais le groupe le plus important de la coalition, cette position lui permet de compter de nombreux Présidents du Conseil.

La question se pose de savoir si le parti radical est encore vraiment un parti de gauche sur cette période. En 1946, au congrès de Lyon, le parti se positionne sur une ligne de centre-droit. Cette « droitisation » du parti n'est pas acceptée par certains membres du parti, ceux qu'on appelle les « radicaux progressistes ». C'est ainsi que Pierre Cot, la veuve de Jean Zay et quelques autres quittent le parti. En 1952, les radicaux soutiennent le gouvernement d'Antoine Pinay, un homme de droite, soucieux avant tout d'une bonne gestion de l'économie, déclaré un temps inéligible pour sa participation au Conseil National de Vichy.

Ce qui en fait encore un parti de gauche sur cette période, c'est surtout l'expérience de Pierre Mendès France. Bien qu'il ne dura que sept mois, le gouvernement de Mendès France fut l'un des plus importants de la IV<sup>e</sup> République. Plus à gauche que les autres radicaux par son approche de l'économie : keynésien, il a le souci d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés et son dirigisme inquiète un peu la droite, même s'il n'est finalement pas l'auteur de nombreuses innovations. C'est le seul gouvernement qui entraîna un véritable engouement, notamment chez les jeunes. Il a essayé de nouvelles pratiques avec des causeries hebdomadaires à la radio et redynamisé un temps l'image du parti radical. Il n'a pas voulu se soumettre aux partis et choisi lui-même ses ministres. Mais la majorité composite qui le soutenait ne résiste pas aux rancœurs dues à la mort de la CED, à ce que certains considèrent comme un bradage de l'Indochine et au début des affrontements en Algérie.

Après cet épisode et l'échec de Mendès France dans sa transformation du parti radical, celui-ci se délite petit à petit. Sous la Ve République, il éclate en plusieurs formations.

D'autres formations apparaissent au centre gauche au moment de la Libération. C'est le cas notamment de l'Union Démocratique et Socialiste de la Résistance (UDSR). Issu de la Résistance, ce parti avait vu le jour dans l'objectif de devenir le grand parti de la gauche non communiste. Cette ambition est vite déçue par la reconstitution des partis d'avant-guerre et surtout de la SFIO. L'UDSR devient, comme le parti radical auquel il s'associe dans le Rassemblement des Gauches Républicaines, une force d'appoint pour les gouvernements successifs. Parmi ses dirigeants, René Pléven est deux fois président du Conseil et François Mitterrand est onze fois ministre, même dans le gouvernement de droite de Joseph Laniel.

Le parti le plus important de cette gauche non communiste est la SFIO. Depuis août 1946, Guy Mollet est son secrétaire général. Lors du congrès qui lui a donné ce poste, il affirme clairement ses convictions : « Quand il s'agit d'interpréter les phénomènes sociaux portant sur les masses, l'analyse marxiste garde toute sa force et sa vérité ». La division du Comité directeur du parti lui permet de prendre la tête du parti devant les leaders du moment que sont André Philip et Daniel Mayer. C'est donc par la gauche qu'il prend le parti. Il y reste jusqu'en 1969. Mais son arrivée à la tête du parti ne signifie en rien la révolution. Les ministres

socialistes restent au gouvernement, en juillet 1950, il est vice-président du Conseil, le 1er février 1956, il obtient la présidence du Conseil.

Dans les gouvernements de Troisième Force, auxquels participent les socialistes l'analyse marxiste ne se fait pas vraiment sentir. Il faut dire que ce sont des gouvernements de coalition, obligeant à travailler ensemble des socialistes partisans d'une économie dirigée et des radicaux beaucoup plus libéraux. Quand ils reviennent au pouvoir après les législatives de 1956, on voit encore le décalage entre un discours révolutionnaire, marxiste et une pratique qui s'accommode du pouvoir du grand capitalisme.

## **II – De l'opposition à la Ve République à la prise du pouvoir**

### ***a) La gauche éclatée face au nouveau pouvoir***

La mise en place du nouveau régime est un moment difficile pour l'ensemble des forces de gauche. La Constitution de la Ve République elle-même divise la gauche. La SFIO, par l'intermédiaire de Guy Mollet, participe à la rédaction du texte et le soutient lors du référendum de 1958. Mais tous les socialistes ne sont pas sur la ligne du secrétaire général. Une scission accouche d'un nouveau parti, le Parti Socialiste Autonome qui s'oppose au texte. Hors du parti socialiste, la Constitution est dénoncée par les communistes, Mendès France, qui quitte les radicaux pour rejoindre le PSA, et François Mitterrand.

La gauche est divisée, mais elle est aussi en difficulté. En suffrage, le PCF passe pour la première fois depuis la Libération sous la barre de 20%, la SFIO se maintient autour de 15%, le parti radical s'enfonce à 7,3%. Le scrutin majoritaire amplifie la défaite de la gauche : les communistes n'ont plus que 10 députés, la SFIO 44 et les radicaux 23 quand le nouveau parti gaulliste, l'UNR en aligne 198 !

L'opposition du PCF est assez franche. En juin 1959, au XV congrès du PCF Maurice Thorez qualifie le nouveau régime de « pouvoir qui ouvre la voie au fascisme » et considère qu'à travers De Gaulle, c'est le « pouvoir des grands monopoles » qui s'impose. Cette opposition intransigeante est tout de même légèrement nuancée par une certaine approbation de la politique étrangère du Général. Sa politique d'indépendance face aux Etats-Unis ne vaut-elle pas mieux que l'atlantisme de certains socialistes ou radicaux ? Et sur la question algérienne, le PCF se rallie à la politique du gouvernement en appelant à approuver les accords d'Evian lors du référendum du 8 avril 1962.

Dans les premières années du nouveau régime, l'opposition de la SFIO est ambiguë. Dès janvier 59, les socialistes refusent de participer au gouvernement. Par la suite, leurs critiques portent sur les aspects de politique intérieure et sur la pratique constitutionnelle du Général. Mais la critique ne se fait pas vraiment entendre. Guy Mollet soutient la politique algérienne du gouvernement et l'importance de cette question suffit à modérer l'opposition.

Les radicaux aussi quittent assez rapidement le gouvernement : à partir de mai 1959, il n'y a plus de ministre radical, mais la faiblesse électorale et parlementaire du parti, ainsi que sa division le rendent peu audible.

Il faut attendre 1962 pour que toute la gauche se retrouve dans l'opposition, SFIO et Guy Mollet compris. La guerre d'Algérie qui faisait taire les critiques est terminée, De Gaulle semble se moquer de l'Assemblée quand il remplace Michel Debré par Georges Pompidou, qui apparaît comme un obscur homme de cabinet

soumis au Général. Mais c'est surtout le référendum sur le mode d'élection du Président de la République qui unit la gauche. Toute la gauche vote la censure de Pompidou.

La dissolution leur permet de gagner quelques sièges : 41 pour le PCF, 66 pour la SFIO, 26 pour les radicaux. Mais si on compte en suffrages, la SFIO descend à 12,6%, le parti radical stagne avec 7,5%, seul le PCF remonte un peu avec 21,7%.

La décennie soixante est difficile pour l'ensemble de la gauche. Au PCF, malgré la déstalinisation entamée par Khrouchtchev au XXe Congrès du PCUS en 1956, Thorez verrouille toute évolution idéologique du parti. Il empêche la publication du rapport Khrouchtchev dans les organes communistes. Les éléments non orthodoxes sont exclus du Parti : Marcel Servin, Laurent Casanova, la direction de l'Union des Etudiants Communistes. Il entame une très timide déstalinisation au Comité Central de Malakoff en décembre 1962. Mais il faut attendre la mort de Thorez en 1964 pour voir une réelle évolution. C'est avec son successeur Waldeck Rochet que le PCF fait de nouveau preuve d'ouverture.

La SFIO aussi semble bloquée par sa direction. Guy Mollet tient l'appareil d'un parti qu'il dirige depuis 1946 et freine toute évolution majeure. Sa vie se confond avec celle du parti et il est sûrement proscrit pour son esprit de fondre la SFIO dans un grand rassemblement ou d'en laisser la tête à un autre socialiste. Ce qui explique par exemple que Mollet soutient beaucoup plus facilement la candidature de Mitterrand, pas encore socialiste, à la présidentielle de 1965 plutôt que celle de Gaston Defferre qui provient du sein même de son parti. Electoralement, on a vu que la SFIO est en perte d'audience, elle ne compte plus que 80 000 adhérents en 1960. Elle ne renvoie pas une image claire à l'opinion publique, une suite de scissions et de démissions et sa position parfois ambiguë brouillent la vue des Français. Enfin, le parti est décrédibilisé par le dernier gouvernement socialiste de la IVe République, celui de Guy Mollet en 1956-1957. On lui reproche surtout sa politique algérienne : surenchère répressive avec l'envoi massif de troupes et scandales de torture. Il faut attendre la mort de la SFIO en 1969 pour que la famille socialiste reparte d'un meilleur pied.

La crise est encore plus grande chez les radicaux. Ils avaient perdu les plus progressistes dès le début de la IVe République, Mendès France qui rejoint le PSA en 1958. Après l'échec de la candidature vers le centre de Gaston Defferre, le radicalisme est déchiré entre la voie centriste de Maurice Faure qui soutient la candidature du MRP Jean Lecanuet et celle de l'alliance à gauche qui pousse à soutenir la candidature de François Mitterrand. Si le parti survient tant bien que mal aux années soixante, les années 1971-1972 lui sont fatales. Le directeur de *l'Express*, Jean-Jacques Servan-Schreiber prend la tête du parti et négocie avec le Centre Démocrate de Jean Lecanuet la création du Mouvement réformateur qui soutient Valéry Giscard d'Estaing en 1974. Dès lors, ses opposants, Maurice Faure et Robert Fabre quittent le parti pour former le Mouvement de la gauche radicale-socialiste qui signe le programme commun avec communistes et socialistes. Le vieux parti radical valoisien (du nom de la place Valois où il a son siège) se fond ensuite dans l'UDF puis dans l'UMP tandis que les radicaux de gauche sont depuis les alliés des socialistes à chaque élection.

## ***b) Reconstruction et unité***

Ces années difficiles modifient profondément le paysage de la gauche. Cette évolution se fait à partir de trois éléments : la construction d'une union de la gauche, la création d'un nouveau parti socialiste et une adaptation au nouveau régime.

On peut voir des prémices à une union de la gauche dans les élections législatives de 1962. Pour Guy Mollet, quand on est socialiste, on doit préférer un candidat communiste à un candidat gaulliste. Mais il n'y a pas de politique de désistement automatique et la position de la SFIO n'est pas claire entre une ouverture au centre ou vers les communistes.

Pour les élections de 1965, la gauche cherche à s'adapter à la nouveauté que constitue l'élection du Président de la République au suffrage universel direct. Pour cela il faut une candidature de regroupement et pas une candidature uniquement socialiste ou communiste. La première tentative est celle de Gaston Defferre, qui tente de regrouper la gauche non communiste jusqu'au centre et le MRP. Mais que ce soit pour des raisons idéologiques ou pour empêcher Gaston Defferre de doubler Guy Mollet dans son parti, la SFIO pose des conditions qui rendent inacceptables l'union pour le MRP. Cette tentative est un échec. C'est le deuxième essai qui sera le bon. Dès l'été 1965, François Mitterrand s'assure discrètement du soutien de la SFIO et de Pierre Mendès France. Ces contacts préalables lui permettent de ne pas donner l'impression de vouloir passer au-dessus des partis. Il a regroupé plusieurs petites organisations et club dans une Convention des Institutions Républicaines dont il prend la tête. Sa candidature obtient le soutien de toute la gauche non communiste qui se regroupe dans la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste et du PCF tandis que le MRP est écarté. C'est un premier succès : Mitterrand pousse De Gaulle au ballottage.

L'union continue pour les législatives de 1967. Mitterrand réussit à imposer que les partis de la FGDS s'entendent pour présenter un candidat commun dans chaque circonscription et en 1966, il passe un accord de désistement avec le PCF. Hors de la FGDS, le PCF et le PSU (fusion du PSA et de quelques organisations) posent les bases d'un programme commun en 1967. Les gaullistes l'emportent sur le fil face aux excellents désistements. L'opposition est remontée, trois motions de censure échouent à peu de voix.

La gauche semble alors renforcée, mais les événements de mai 1968 viennent mettre du désordre dans cet édifice en construction. Le PCF condamne d'abord les « gauchistes », tandis que la gauche non communiste met du temps à réagir. La gauche est incapable d'utiliser politiquement des événements qui la dépassent complètement. La dissolution de l'Assemblée Nationale voit une vraie déferlante de la droite et annule la presque victoire de 1967. Les communistes n'ont plus que 34 sièges et la FGDS 57, tandis que les gaullistes ont 293 députés ! La conséquence politique immédiate de mai 68 est violente pour la gauche. C'est un revers et Mitterrand quitte la tête de la FGDS en novembre.

Mais un nouveau cycle est rapidement entamé. En 1969, la SFIO est enterrée et le Parti Socialiste est créé à Issy-les-Moulineaux. En même temps, François Mitterrand, qui n'est pas encore membre du PS, saisit l'importance de disposer d'un puissant parti capable de faire jeu égal à gauche avec le PCF. Il comprend qu'il lui faut un socle plus solide que la défunte FGDS pour construire une alternative. C'est pourquoi il pousse la Convention à adhérer au PS. C'est chose faite au congrès d'Epinay en 1971. A ce congrès, il manoeuvre pour obtenir le soutien des grosses fédérations socialistes de Pierre Mauroy et Gaston Defferre en même temps que celui de l'aile marxiste incarnée par Jean-Pierre Chevènement. C'est ainsi qu'il obtient le poste de Premier Secrétaire.

Pour y arriver, il a dû donner dans la surenchère à gauche, lui qui venait de la droite. « Celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, [...] avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, ne peut être adhérent au Parti Socialiste ». Un virage dans son discours qui interroge aujourd'hui encore sur sa sincérité. Et qui fera dire à Guy Mollet « Mitterrand n'est pas socialiste, il a appris à le parler ».

Toujours est-il que la stratégie de Mitterrand est payante. Le PS et le PCF signent en 1972 un programme commun, rejoint par les radicaux de gauche. Les deux organisations espèrent en tirer profit, mais c'est le PS qui en bénéficiera. Il progresse à chaque élection, législatives en 1973, cantonales en 1976, municipales en 1977. A l'élection présidentielle de 1974, Valéry Giscard d'Estaing l'emporte à l'arrachée : il n'a que 400 000 voix d'avance sur Mitterrand. Entre temps, une partie du PSU a suivi Michel Rocard et rallié le PS.

Mais cette montée du PS fait peur au PCF qui rompt le programme commun en 1977. Et la droite emporte les législatives de 1978 pour lesquelles la gauche partait victorieuse. Mitterrand semble affaibli au sein de son parti. Il est disputé par Michel Rocard qui soutient une ligne plus sociale-démocrate que marxiste. Celui-ci tente de prendre la tête du PS au congrès de Metz en 1979. C'est en s'appuyant la fidélité à son programme antérieur que Mitterrand parvient à rester maître du parti. La ligne politique « d'Epinay », qui prétend rompre avec le capitalisme, s'impose encore une fois.

En 1981, PCF et PS partent divisés à l'élection présidentielle, mais la différence entre Mitterrand et Georges Marchais est trop grande, avec 25% des voix et 10 points d'avance sur son concurrent à gauche,

Mitterrand domine la gauche. Pour le deuxième tour, il sait jouer entre les communistes et les centristes tandis que la consigne plus qu'ambiguë de Jacques Chirac entraîne un mauvais report des voix de droite sur Giscard d'Estaing. Le 10 mai 1981, Mitterrand l'emporte avec plus d'un million de voix d'avance sur son adversaire.

### **III – La gauche après la victoire**

#### ***a) Virement idéologique au Parti Socialiste : du volontarisme politique au réalisme économique***

Mitterrand élu, c'est la liesse populaire place de la Bastille. Aussitôt élu, il dissout l'Assemblée Nationale et pour la première fois, les socialistes ont une majorité absolue. Fort de sa majorité sans faille et de l'état de grâce dont il dispose dans l'opinion, Mitterrand semble avoir en main des atouts déterminant pour appliquer son programme et « changer la vie ».

Dès les premiers mois, les importantes réformes annoncées sont mises en routes par le gouvernement de Pierre Mauroy. De nombreuses nationalisations, la décentralisation, les 39 heures, la cinquième semaine de congés payés, la retraite à 60 ans, l'abolition de la peine de mort, le relèvement du SMIC, ainsi que des mesures visant à améliorer la liberté de la presse.

Mais les socialistes doivent déchanter assez rapidement. La conjoncture internationale est mauvaise, la baisse de la demande mondiale et la poussée du dollar entraîne une hausse de l'inflation et un déficit de la balance commerciale. De plus, la hausse des charges entraîne une baisse des investissements. Le déficit extérieur atteint 44 milliards de francs et la dette augmente de 57% entre 1981 et 1982.

En réaction, le gouvernement Mauroy adopte une politique financière de rigueur. Une première dévaluation est décidée en octobre 1981, une autre en juin 1982. C'est insuffisant et une autre dévaluation doit avoir lieu en mars 1983. Ainsi, le pouvoir socialiste choisit un virage économique plutôt que le protectionnisme et la sortie du SME. L'économie de marché s'est imposée devant la volonté politique. Finalement, l'inflation chute, mais le chômage continue sa courbe ascendante, passant de 1,8 million en 1981 à 2,5 millions en 1985. La recherche des équilibres financiers est passée avant la politique de l'emploi.

L'opposition au projet de réforme de l'Education Nationale d'Alain Savary entraîne la chute du gouvernement Mauroy le 17 juillet 1984. Laurent Fabius devient Premier Ministre d'un gouvernement sans communiste.

L'élection des socialistes n'entraîne aucune avancée vers une société socialiste. Au contraire, ce sont les socialistes qui s'adaptent au système capitaliste et réhabilitent l'entreprise et le marché. Les gouvernements du second mandat de Mitterrand, que ce soit celui de Pierre Bérégovoy, celui d'Edith Cresson ou celui de Michel Rocard, iront dans le même sens. En 1997, la gauche emporte les élections législatives et Lionel Jospin est le Premier ministre d'un gouvernement de gauche plurielle. S'il prend des mesures sociales (35 heures notamment), son gouvernement est aussi responsable de plusieurs privatisations.

#### ***b) Des années 80 à nos jours : une recomposition de la gauche***

La première victime électorale du succès de la gauche semble être le PCF. Alors qu'il culminait à 25% des suffrages pendant toute la IV<sup>e</sup> République, alors qu'il amassait encore une voix sur cinq jusqu'à la fin

des années 70 et qu'il restait le premier parti de la gauche, il est doublé par le PS. A l'élection présidentielle de 1981, Mitterrand a plus de deux millions de suffrages d'avance sur le candidat communiste Georges Marchais, qui descend à 15%. Ce n'est que le début d'une longue chute. À l'élection présidentielle de 2002, le communiste Robert Hue reçoit moins de 4% des suffrages, et il est devancé par deux candidats d'extrême gauche, Arlette Laguiller et Olivier Besancenot, ainsi que par le candidat des Verts, Noël Mamère. En 2007, Marie Georges Buffet, n'atteint même pas les 2%. Alors qu'il a été pendant près de quarante le premier parti de la gauche française la question de l'existence même du PCF est posée.

Plusieurs raisons semblent expliquer cette chute brutale. Les victoires socialistes donnent du crédit au PS alors que la chute de l'URSS en 1991 décrédibilisait le PCF. Alors qu'on avait pu voir dans les économies administrées l'avenir de l'humanité, cette organisation est remise profondément en question avec cet événement majeur. De plus le PCF s'est vu concurrencé par d'autres petites formations.

Pendant que le PCF est en crise, la contestation et l'envie d'une meilleure société se sont dirigées vers d'autres partis. L'écologie politique qui a commencé à prendre forme dans les années 1970-1980 s'est matérialisée dans plusieurs projets. A la question « l'écologie est-elle de gauche, de droite ou ni l'un ni l'autre », la réponse apportée par la plupart des écologistes penche vers la gauche. Ce qui s'exprime à travers un nouveau parti, les Verts. Dominique Voynet puis Yves Cochet participent au gouvernement de Lionel Jospin. Avec le renfort de Daniel Cohn-Bendit, ils obtiennent près de 10% aux élections européennes tandis que Noël Mamère faisait un score honorable à 5,25% à la présidentielle de 2002. Les années 1990 voient aussi la croissance de deux mouvements « trotskystes ». Lutte Ouvrière et sa candidate et porte-parole Arlette Laguiller, présente à chaque élection présidentielle depuis 1974 et la Ligue Communiste Révolutionnaire d'Alain Krivine qui s'est refait une jeunesse grâce notamment à l'image de son nouveau candidat et porte-parole, Olivier Besancenot. Alors qu'elle tournait depuis 20 ans autour de 2%, la candidate LO perce à plus de 5% en 1995, score qu'elle confirme en 2002. Pour sa première candidature en 2002, Olivier Besancenot atteint quant à lui plus de 4% des suffrages. A l'élection de 2002, les deux candidats « trotskystes » obtiennent à eux deux plus de 10% des suffrages.

Depuis l'élection de Mitterrand, le PS est donc de loin le premier parti de la gauche française, mais il ne parvient pas à être hégémonique. En 1995, près de 17% des voix reviennent à la gauche non socialiste. A la présidentielle de 2002, c'est encore plus fort, les gauches non socialistes regroupent plus de 26% des suffrages quand Lionel Jospin se voit doublé par un Jean-Marie Le Pen à 16,95%.

La suite des élections de 2002 a été bien compliquée pour le PS. Éliminé au premier tour, son candidat annonce le 21 avril 2002 qu'il se « retire définitivement de la vie politique ». Le PS affiche une unité, et l'impopularité du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin lui permet d'enregistrer d'excellents résultats en 2004. Sur 22 régions françaises, une seule reste à la droite ! Mais la division du parti reprend le dessus lors de la campagne pour le référendum sur le Traité instituant une Constitution pour l'Europe. Le vote des militants n'est déjà pas très franc : ils ne sont que 55% à soutenir le texte. Mais surtout, les opposants socialistes refusent de rentrer dans le rang. Henri Emmanuelli, Laurent Fabius, Jean-Luc Mélenchon et Arnaud Montebourg font campagne aux côtés de l'extrême gauche. Après le rejet du traité par les français le 29 mai 2005, le PS se réunit en congrès au Mans au mois de novembre. Le but pour le premier secrétaire, François Hollande est de faire l'unité autour d'une motion consensuelle. Là encore, il rencontre de l'opposition : quatre motions sont opposées à la sienne et la ligne officielle du parti ne s'impose qu'à 55%. L'élection présidentielle de 2007 a du mal à ressouder les rangs du parti. Trois candidats s'affrontent, Ségolène Royal, qui se place un peu en dehors du parti, Dominique Strauss-Kahn qui représente plutôt l'aile droite du parti, et Laurent Fabius qui a rejoint en 2005 l'aile gauche. Royal s'impose dès le premier tour lors de la primaire socialiste, mais pourtant elle a du mal à fédérer autour d'elle les cadres du PS. Elle est finalement vaincue par le candidat de la droite, Nicolas Sarkozy avec un score de 47%.

La victoire de la campagne contre le traité européen en 2005 avait donné des ailes aux mouvements d'extrême gauche. Des négociations ont été entamées afin de présenter une candidature « unitaire antilibérale » pour la présidentielle. Mais cette tentative échoue. Laguiller s'était située dès le départ en dehors du processus, et les divergences entre le PCF et la LCR ont amené leurs leaders respectifs, Marie-Georges Buffet et Olivier Besancenot, à se présenter. Début 2007, la candidature du militant

altermondialiste José Bové venait ajouter à la division. Cette division, ajoutée au « vote utile » afin de ne pas revivre une élection comme celle de 2002 ont causé une grosse défaite à l'extrême gauche. Hormis Besancenot, aucun ne dépasse les 2%. Seul le candidat LCR n'est pas complètement vaincu : avec 4% des voix et une plus forte participation, il a même gagné près de 300 000 voix par rapport à 2002.

## Conclusion

Depuis la Libération, la gauche française a connu une histoire mouvementée. Des partis sont nés, d'autres sont morts. Les rapports de force se sont inversés entre communistes et socialistes tandis que leurs partis évoluaient considérablement. Le PCF décline de plus en plus, alors que la SFIO puis le PS ont perdu la plus grande part de leur identité contestataire pour devenir un véritable parti de gouvernement. Et cette évolution continue encore aujourd'hui.

La candidature de Ségolène Royal n'a pas réuni le PS qui semble aujourd'hui bien divisé. Tous semblent d'accord pour dire la rénovation nécessaire au PS, sans pour autant se mettre d'accord sur le sens qu'elle doit prendre. Un rapprochement avec le nouveau parti centriste de François Bayrou ? Un ancrage plus à gauche ? Et avec quelle gauche quand les communistes n'atteignent même plus 2% des suffrages ?

Dans le même temps, l'extrême gauche est toujours aussi divisée. La volonté existe chez certains (Clémentine Autain, Jean-Luc Mélenchon...) de prendre l'exemple du nouveau parti allemand Die Linke qui regroupe anciens communistes et dissidents du SPD autour de son ancien président, Oskar Lafontaine. Mais tout regroupement semble difficile face à la volonté des appareils de chaque parti de survivre.

---

## Bibliographie

### OUVRAGE GENERAUX

BECKER Jean-Jacques, *Histoire politique de la France depuis 1945*, Armand Colin, Coursus, Paris, 2003

DUHAMEL Eric et FORCADE Olivier, *Histoire et vie politique en France depuis 1945*, Armand Colin, Paris, 2005

### OUVRAGES SPECIALISES

BECKER Jean-Jacques (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 2 XXe siècle : à l'épreuve de l'histoire, La Découverte, Paris, 2004

TOUCHARD Jean, *La gauche en France depuis 1900*, Seuil, Point histoire, Paris, 1971

WINOCK Michel, *La gauche en France*, Perrin, Tempus, Paris, 2006